

## LE TANDEM SINO-RUSSE, UN DEFI POUR L'OCCIDENT ?

ISABELLE FACON

[POLITIQUE INTERNATIONALE N°127](#)

Le débat va bon train : selon de nombreux experts et dirigeants politiques européens et américains, l'Occident serait en train de perdre son rang de leader de la communauté internationale au bénéfice des « puissances émergentes » (1). Celles-ci, portées par une vitalité économique et/ou démographique que les pays occidentaux ne peuvent que leur envier, exigent de jouer un rôle de plus en plus important dans les affaires du monde. L'affirmation du duo diplomatique Chine-Russie fait partie des éléments qui nourrissent ces analyses. Depuis le milieu des années 1990, les deux pays n'ont cessé de réclamer un ordre international plus « juste » - c'est-à-dire, selon eux, moins soumis à la volonté des Américains et des Européens. Quelques hauts responsables occidentaux disent observer cette entente sino-russe d'un oeil favorable. Ainsi, en mai 2009, lors du sommet UE-Russie tenu à Khabarovsk, José Manuel Barroso se félicitait du réchauffement des relations entre la Russie et la Chine, deux partenaires majeurs de Bruxelles (2). Mais l'avis du président de la Commission européenne tranche avec la majorité des propos et des publications alarmistes qui ont cours en Occident. Ces commentaires redoutent les possibles effets négatifs de la consolidation du « partenariat stratégique » proclamé en 1996 par Moscou et Pékin ou décrivent l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001 à leur initiative, comme une future « Otan orientale ». Bon nombre d'observateurs soupçonnent la Russie et la Chine de souhaiter l'échec de la coalition occidentale en Afghanistan, voire d'être prêtes à contribuer à cet échec de peur qu'un succès mine leur influence en Asie centrale. D'autres craignent les conséquences que leur rapprochement pourrait avoir pour la sécurité énergétique de l'Europe. Le pays le plus étendu de la planète serait-il en train de s'entendre avec le pays le plus peuplé pour former une alliance soudée face à l'Occident ? La réalité est plus contrastée.

### ENTENTE SINO-RUSSE SUR FOND DE TENSIONS AVEC L'OCCIDENT

Il est vrai que l'actualité récente semble aller dans le sens de ces inquiétudes. Les spécialistes occidentaux remarquent que la doctrine militaire que Moscou a adoptée en février 2010 inclut l'Otan et différents aspects de la politique américaine dans la liste des « dangers militaires » qui pèsent sur la Russie, mais ne fait aucune mention de la Chine. Quelques mois plus tôt, l'ambassadeur de Russie en Chine avait semblé justifier par avance ce contraste : « La RPC, à la différence de certains autres États, ne conduit pas une politique délibérément anti-russe, ne déclare pas siens des territoires nous appartenant, ne rapproche pas de nos frontières une infrastructure de blocs militaro-politiques, n'installe pas des régimes inamicaux sur le périmètre de ces mêmes frontières ; au contraire, elle nous soutient sur une série de questions clés de politique intérieure et étrangère » (3). Dans le même temps, la politique de « redémarrage » des relations russo-américaines poursuivie par le président Obama n'a pas encore produit de résultats très tangibles ; et la tension monte entre Pékin et Washington (annonce, en janvier 2010, de ventes d'armes américaines à Taiwan ; affaire Google (4) ; rencontre entre le Dalaï-Lama et Barack Obama en février

2010...).

### ***LE PARTENARIAT MOSCOU-PEKIN, SOLIDE MALGRE LA CRISE***

Les différends qui opposent les États-Unis à Pékin et à Moscou tranchent avec la bonne entente affichée entre la Chine et la Russie. En 2009, les deux pays - qui fêtaient cette année-là le soixantième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques - ont consolidé leur partenariat. Il est vrai que, du fait de la crise internationale, le commerce bilatéral a connu, au cours de ces douze mois, un affaissement notable (5). Mais ce recul ne devrait pas remettre en cause la tendance à la hausse des échanges sino-russes, passés d'une moyenne de 5 à 6 milliards de dollars par an dans les années 1990 à près de 56 milliards de dollars en 2008. D'ailleurs, de nombreux accords dans le domaine économique ont été signés durant la visite de Vladimir Poutine à Pékin, en octobre dernier. Ce déplacement s'inscrivait dans le cadre du mécanisme de consultations annuelles entre les premiers ministres, en vigueur depuis 1996. À cette occasion, les parties ont également signé un accord sur la notification réciproque des lancements de missiles balistiques. Un mois plus tôt, les deux États avaient adopté un plan de coopération régionale entre la Chine du Nord-Est et la partie extrême-orientale de la Russie pour la période 2009-2018. Ce plan porte sur des domaines aussi variés que les transports, les communications, la transformation des matières premières, la santé ou encore l'environnement. Par surcroît, après des années de négociations, Pékin et Moscou ont conclu un accord sur la fourniture à la Chine de 15 millions de tonnes de pétrole russe par an (pour vingt ans), via l'embranchement vers la Chine de l'oléoduc russe Sibérie orientale-Pacifique (6). À cette fin, le gouvernement chinois a débloqué un crédit de 25 milliards de dollars au profit des compagnies russes concernées (Rosneft et Transneft). Enfin, les deux voisins se sont rapprochés d'un accord sur la fourniture de gaz russe (70 milliards de m<sup>3</sup> par an) à la Chine via deux gazoducs. Il leur reste à s'entendre sur le prix du gaz et le financement de la construction des infrastructures requises.

Les avancées récentes confirment le caractère globalement positif de la relation sino-russe depuis la fin de la guerre froide. L'un des éléments clés de cette relation est le refus de voir les États-Unis s'imposer en tant qu'unique superpuissance et « gendarme du monde ». C'est pourquoi Moscou et Pékin encouragent la formation d'un « ordre international multipolaire » - une vision que partagent bien d'autres nations, aussi bien en Europe qu'en Asie, en Amérique latine ou en Afrique. Au nom de la « démocratisation » des relations internationales, la Russie et la Chine ne cessent d'exprimer ensemble leur attachement au respect du droit international et au rôle central du Conseil de sécurité de l'ONU, dont elles sont membres permanents. Ces positions s'accompagnent d'une dénonciation des interventions militaires menées par les États-Unis et l'Otan sans mandat de l'ONU. Les deux pays ont ainsi affirmé que l'opération « Force alliée » (Kosovo, 1999) a constitué un dangereux précédent menaçant les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale. Russes et Chinois considèrent que tout encouragement adressé à des minorités « turbulentes » constitue potentiellement un facteur de déstabilisation pour leurs États ou pour les pays de leur voisinage. D'où le soutien qu'ils se prêtent mutuellement dans les dossiers de cet ordre - Tchétchénie, Tibet, Taiwan, Xinjiang (cette même logique explique le refus de Pékin de suivre Moscou sur la reconnaissance, en septembre 2008, de l'indépendance proclamée par les territoires géorgiens d'Ossétie du Sud et

d'Abkhazie)...

### ***UN (CONTRE-)MODELE POUR LE RESTE DU MONDE ?***

Les deux pays se plaisent à souligner que leur faculté à s'entendre en dépit de leurs différences culturelles et politiques va à l'encontre des théories sur le conflit des civilisations et offre donc « un exemple (si ce n'est un modèle) de coopération pacifique, mutuellement profitable et amicale » (7). Manière d'indiquer qu'ils rejettent l'ambition des Occidentaux d'étendre leur système de valeurs, en les accusant de chercher à s'ingérer dans les affaires intérieures de certains États au nom de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cette vision a été renforcée par les « révolutions de couleur » survenues dans l'ex-URSS entre 2003 et 2005. En Chine et en Russie, ces changements de régime ont largement été interprétés comme des soulèvements orchestrés par l'Occident afin d'y déployer plus librement ses intérêts. D'ailleurs, pour certains experts russes, l'accroissement de l'afflux de capitaux chinois (ou indiens) dans les États baltes, en Ukraine ou en Géorgie est préférable à l'expansion dans ces mêmes pays des intérêts économiques occidentaux.

Russes et Chinois rejettent avec la même force les critiques venues de l'Ouest sur leur politique intérieure, au nom du droit de chaque État à suivre sa propre voie de développement. Pour démontrer que cette vision commune fédère à une large échelle, ils s'appuient sur divers cadres multilatéraux - comme la troïka qu'ils forment avec l'Inde (8) ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui compte dans ses rangs, outre la Russie, la Chine et les républiques d'Asie centrale, des membres observateurs de poids : Iran, Inde, Pakistan, Mongolie.

### ***PLACE AUX EMERGENTS***

Dans la première moitié des années 2000, Pékin et Moscou ont commencé à demander que les institutions internationales offrent une place plus importante aux puissances économiques émergentes. Le moment était propice : les économies occidentales s'essoufflaient tandis que celle de la Chine confirmait ses performances et que celle de la Russie renouait enfin avec la croissance. Vladimir Poutine a explicité cette approche lors de son célèbre discours de Munich, en février 2007 : « Le PIB commun de l'Inde et de la Chine en parité de pouvoir d'achat dépasse déjà celui des États-Unis. Le PIB des États du groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), évalué selon le même principe, dépasse le PIB de l'Union européenne entière. Selon les experts, ce fossé va s'élargir dans un avenir prévisible. Il ne fait pas de doute que le potentiel économique des nouveaux centres de la croissance mondiale sera inévitablement converti en influence politique et que la multipolarité s'en trouvera renforcée. » La Russie et la Chine ont tenté de montrer qu'elles étaient capables de rallier d'autres acteurs montants à ce projet de rééquilibrage politique par l'économie. Il faut dire que l'invention du concept de « BRIC » par la banque Goldman Sachs - dont les experts estiment qu'en 2025 les économies des quatre pays en question pourraient représenter plus de la moitié de celles des pays du G6 (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie), contre moins de 15 % en 2003, et les dépasser en 2040 (9) - a indirectement soutenu cette démarche...

L'insistance avec laquelle Moscou et Pékin soulignent les appuis dont elles disposent parmi les nouvelles puissances « qui comptent » traduit cependant indirectement une réalité déplaisante pour les deux pays : pour l'instant, en termes de puissance économique et militaire, leur association ne fait pas le poids face aux États-Unis et à l'Occident en général.

## **LE PARTENARIAT STRATEGIQUE SINO-RUSSE : BIEN PLUS QU'UN REFLEXE ANTI-OCCIDENTAL**

Les observateurs occidentaux qui se veulent alarmistes sur le rapprochement sino-russe semblent ignorer le fait qu'il n'a pas pour but exclusif de défier l'Occident. Les deux puissances souhaitent avant tout régler les différends qui les opposent, afin de pouvoir se consacrer tranquillement à leur développement intérieur et à la stabilisation de leur voisinage.

### ***PRIORITE A LA CONSOLIDATION INTERNE***

Cet objectif, la Russie et la Chine se le sont fixé avant même que les États-Unis se trouvent en position de revendiquer le leadership dans les relations internationales. C'est en juillet 1986, à Vladivostok, que Mikhaïl Gorbatchev tend la main aux Chinois, enclenchant ainsi un rapprochement rapide. Après l'éclatement de l'URSS, les deux voisins donnent la priorité à la délimitation et à la démilitarisation de l'ancienne frontière sino-soviétique. Les autres pays qui, avec la Russie et la Chine, formaient cette frontière (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan) sont associés au processus. Telle était, il est important de le rappeler, la vocation originelle du « Forum de Shanghai », ancêtre de l'OCS. C'est d'ailleurs sous ses auspices qu'ont été signés, respectivement en avril 1996 (Shanghai) et en avril 1997 (Moscou), un accord sur la confiance militaire dans les zones frontalières et un autre sur la réduction des forces militaires dans ces mêmes zones. Le problème de la frontière russo-chinoise, longue de 4 000 kilomètres, a été définitivement réglé en octobre 2008. Aujourd'hui, lorsque les Chinois et les Russes se rencontrent, ils discutent autant, sinon plus, de problématiques purement bilatérales - flux migratoires, commerce frontalier légal et illicite, coopération douanière... - que de la politique américaine ou de l'Otan. Les groupes de travail consacrés aux enjeux strictement bilatéraux se rencontrent plus fréquemment que ceux dédiés aux « consultations sur les questions de sécurité stratégique », qui n'ont été instituées qu'en février 2005.

### ***UN IMPERATIF SINO-RUSSE : CONTENIR L'INSTABILITE DU « VOISINAGE COMMUN »***

Peu après l'éclatement de l'URSS, Moscou et Pékin ont également décidé de travailler ensemble à la stabilisation de l'Asie centrale post-soviétique - une zone fragile, proche du foyer de tensions afghano-pakistanaïses et en proie aux menaces du terrorisme, de l'extrémisme religieux, du trafic de drogues et de la criminalité organisée. C'est pourquoi le Forum de Shanghai a été conservé une fois réglée la question frontalière et transformé, en 2001, nous l'avons dit, en Organisation de coopération de Shanghai. Aux yeux des Russes et des Chinois, l'OCS présente l'avantage d'« obliger » les responsables des républiques d'Asie centrale à se parler et à coopérer davantage entre elles. Si l'OCS sert aussi de relais aux efforts de

Moscou et de Pékin visant à protéger leur influence contre la « poussée » occidentale dans la région suite aux attentats du 11 septembre 2001, elle est d'abord un outil de la stratégie sino-russe destinée à stabiliser la zone de troubles centro-asiatique.

On le voit : Moscou et Pékin ont bien des raisons de se rapprocher au-delà de leur souci commun de contrecarrer ensemble les desseins des puissances occidentales. Mais les deux pays ont, en réalité, des visions assez différentes de leurs intérêts respectifs dans le monde et, en particulier, des rapports qu'ils souhaitent entretenir avec l'Occident...

## **LES LIMITES DE L'ENTENTE : LE PRIMAT DES INTERETS NATIONAUX**

Tout en militant pour la formation d'un ordre international « plus juste », Russes et Chinois ne s'entendent pas nécessairement sur la forme que doit revêtir cette revendication. Ces dernières années, la Russie s'est généralement montrée plus encline à affronter directement les pays occidentaux - une approche que Pékin n'a, de toute évidence, pas eu envie de copier.

### ***UNE RUSSIE VINDICATIVE...***

Pour la Russie, qui a renoué au début des années 2000 avec une santé économique relative, l'enjeu principal est de tenter de « corriger » ce qui a été établi (presque) sans elle pendant la décennie précédente, du temps où elle était faible - une faiblesse dont, selon Moscou, les pays occidentaux (contrairement à la Chine) ont profité pour l'empêcher de prendre sa juste place dans les dispositifs européens et internationaux... Cette vision la conduit à multiplier les initiatives diplomatiques (comme sa proposition d'une nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique (10)) ; à répondre coup pour coup à toute entreprise occidentale dont elle estime qu'elle contredit ses intérêts (indépendance du Kosovo, rapprochement Géorgie-Otan ou Ukraine-Otan, projets antimissiles américains) ; et, enfin, à montrer sa détermination à utiliser ses moyens militaires si ses intérêts sont menacés, moyens dont elle martèle qu'elle les renforce et les modernise. Rappelons que la Russie a repris les patrouilles de bombardiers stratégiques qui frôlent régulièrement l'espace aérien de pays de l'Otan ; et qu'elle a menacé d'installer des missiles dans l'enclave de Kaliningrad, qui borde la Pologne et la Lituanie, si les États-Unis maintenaient leurs projets antimissiles en Pologne et en République tchèque. Mais selon des sinologues russes, alors qu'une partie de l'élite politique moscovite veut croire qu'un bloc d'opposition aux États-Unis est sur le point de se former, la Chine, elle, ne partage pas « cette illusion » (11).

### **... ET UNE CHINE MESUREE**

Jusqu'à présent, Pékin s'est en tout cas montrée plus discrète que Moscou dans sa façon de s'adresser aux Occidentaux. Sans doute est-il moins difficile d'être une puissance montante qu'une puissance déclinante, réputation dont la Russie ne parvient pas à se défaire. Un autre facteur de la « retenue » de la Chine porte sur les liens étroits qui la raccrochent désormais à l'économie globalisée et, en particulier, aux États-Unis. Sur le plan commercial, les échanges sino-américains sont dix fois supérieurs aux échanges sino-russes. De quoi hésiter à emprunter le discours relativement agressif des Russes vis-à-vis de Washington. En outre, la Chine tient aux échanges établis avec les États-Unis dans le domaine des investissements et des technologies - mais aussi, soulignent certains observateurs, à la formation de ses jeunes élites dans les universités américaines. La Russie, dans ce contexte, peine à imposer une relation véritablement triangulaire et, en tout cas, équilibrée. Pékin, comme nous l'avons dit, a décidé de ne pas suivre Moscou sur la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Aux yeux des dirigeants chinois, reconnaître ces entités séparatistes aurait eu un coût politique potentiel trop élevé (sans oublier que la reconnaissance de ces indépendances par Moscou constitue un manquement caractérisé à la solidarité bilatérale sur les questions d'intégrité territoriale).

### **UNE RUSSIE TOUJOURS PLUS ATTIREE PAR L'OCCIDENT QUE PAR L'ASIE ?**

De toute façon, la diplomatie russe continue à donner la priorité aux relations avec l'Ouest. La vigueur des revendications que Moscou exprime vis-à-vis de ses partenaires européens et américains traduit son désir récurrent d'être prise au sérieux et intégrée dans les calculs des pays occidentaux, dont elle voudrait qu'ils la considèrent comme un membre de leur famille - certes, un membre un peu différent. Ce n'est guère nouveau : dans son histoire, la Russie s'est toujours définie par rapport à l'Europe (que ce soit sur le mode de la fascination, du désir de proximité ou du rejet), très peu par rapport aux puissances asiatiques. Un certain nombre d'experts russes le regrettent. Ils reprochent à leurs dirigeants de se montrer trop serviles à l'égard de l'Occident et de ne pas exploiter au maximum les possibilités qu'offrirait la coordination de leurs politiques économique et financière avec celles des grands pays asiatiques. En plein débat sur la modernisation lancé en Russie par le président Medvedev, des politologues et économistes russes estiment même que la Russie devrait adopter le modèle chinois. Mais l'idée est loin de provoquer un grand enthousiasme (que ce modèle soit jugé trop étatique ou trop ouvert, d'ailleurs). En tout état de cause, la Russie a, à plusieurs reprises, privilégié la coopération avec l'Occident au détriment de sa solidarité stratégique avec la Chine. Ainsi, au lendemain du 11 septembre 2001, Moscou n'a pas consulté Pékin avant d'autoriser les Américains à installer des bases militaires en Asie centrale - donc dans le voisinage immédiat de la Chine. Le Kremlin avait pris cette décision pour deux raisons. Premièrement, il voulait croire que l'intervention militaire américaine permettrait d'éradiquer les menaces liées à l'Afghanistan ; deuxièmement, il pensait que cette concession de taille lui offrirait la possibilité d'établir enfin un vrai partenariat stratégique avec Washington. De même, quand Moscou laisse entendre que des complémentarités existent entre la Russie et l'Otan en matière de défenses antimissiles de théâtre, il y a de quoi fâcher Pékin dont la force nucléaire, de taille

restreinte, est plus vulnérable à ces systèmes que celle de la Russie. Au-delà de cette divergence entre les objectifs poursuivis par les deux pays dans leurs relations avec le monde euro-atlantique, il faut aussi considérer que la Russie et la Chine n'ont pas forcément les mêmes alliés et les mêmes adversaires. L'Inde est l'une des meilleures amies de la Russie ; on ne peut en dire autant de la Chine... Il s'agit là d'un obstacle supplémentaire à la constitution d'une alliance en bonne et due forme entre Moscou et Pékin.

## **TROP D'ARRIERE-PENSEES POUR UNE VERITABLE ALLIANCE STRATEGIQUE**

La question des relations avec l'Occident n'est pas la seule sur laquelle la concertation stratégique entre les deux États est loin d'aller de soi. La différence d'état d'esprit entre une Russie qui se relève avec peine de son chaos des années 1990 et une Chine qui n'en finit pas de croître et qui, contrairement à son voisin du Nord, semble devoir sortir de la crise économique globale en bonne forme, est source d'incompréhensions et de crispations. La montée en puissance de la Chine a quelque chose de vexant pour la Russie qui, il n'y a pas si longtemps, partageait avec les États-Unis le statut de superpuissance. Aujourd'hui, elle ne craint plus seulement d'apparaître comme le *junior partner* de Washington - position qui présente au moins l'avantage d'être partagée par de nombreux autres pays ! -, mais aussi comme celui de Pékin à laquelle, hier encore, l'URSS prêtait assistance sur les plans économique et technologique.

### ***LA RUSSIE, JUNIOR PARTNER DE LA CHINE ?***

La structure des échanges commerciaux bilatéraux s'est renversée depuis la fin de la guerre froide. Dans les exportations russes au profit de la Chine, les matières premières dominent : produits minéraux (56,4 % en 2008, principalement pétrole et dérivés) ; bois et dérivés (15,5 %) ; produits de la chimie (13,9 %) ; métaux et dérivés (5,3 %) ; seulement 4,4 % pour les machines, l'équipement et les moyens de transport. Les exportations chinoises vers la Russie sont, pour l'essentiel, constituées de ces derniers articles (53,9 %), ainsi que de métaux (8,4 %), de produits chimiques (6,8 %) et de textiles (15,1 %). Les autorités russes ne se satisfont visiblement pas de cet état de fait. Le Kremlin n'accepte pas que la Russie devienne un réservoir de matières premières pour la Chine et insiste constamment sur la nécessité de corriger la structure des exportations russes. C'est pourquoi Vladimir Poutine a manifesté de l'agacement lors de la conférence de presse qu'il a tenue pendant sa visite en Chine en octobre 2009. L'une des premières questions qui lui ont été adressées portait sur la coopération dans le domaine des hydrocarbures : le premier ministre a répondu qu'il était inapproprié d'être « obsédé » par les questions énergétiques, avant d'ajouter que, à ses yeux, l'un des points essentiels de la rencontre intergouvernementale qui venait de se tenir résidait plutôt dans la signature d'un contrat sur la construction de la seconde tranche de la centrale nucléaire de Tianwan. Le Service gouvernemental russe responsable des coopérations en matière d'armement s'est, quant à lui, plaint du niveau trop faible de

ces coopérations avec la Chine depuis 2006, regrettant que Pékin s'en tienne à une politique d'achats sélectifs qui ne cadre pas avec le principe d'une collaboration mutuellement profitable (12). Il n'y a là rien d'étonnant : le nucléaire et l'armement sont deux des secteurs que la Russie met en avant pour rappeler au reste du monde qu'elle n'est pas seulement une économie de rente et qu'elle dispose encore d'une capacité technologique respectable.

L'inquiétude dans laquelle cette situation plonge les dirigeants du Kremlin est d'autant plus forte que les économistes, a fortiori dans le contexte de la crise mondiale, constatent le retard de la Russie sur les autres économies des BRIC et s'interrogent sur la pertinence de son maintien dans ce quatuor de pays émergents (13). Dans ce contexte, de nombreux acteurs russes redoutent une évolution funeste des relations Pékin-Moscou... au détriment de Moscou.

### ***L'ANGOISSE DE LA MENACE CHINOISE***

L'ambassadeur russe en RPC a beau considérer que « l'idée qu'il est nécessaire de contrer la prétendue menace chinoise » se rencontre « surtout en Occident », force est de constater qu'elle est aussi très présente en Russie. Si les autorités de Moscou se gardent de tenir des propos alarmistes ou négatifs sur l'avenir des relations avec la RPC, la presse russe, elle, publie souvent des articles très inquiets. Ceux-ci évoquent en particulier la vulnérabilité du territoire national dans sa partie extrême-orientale face à l'« expansion démographique » ou la « menace économique » chinoises. L'indiscutable déséquilibre démographique observé entre les deux côtés de la frontière sino-russe (plus de 100 millions de personnes côté chinois, 6 à 7 millions côté russe) nourrit la crainte d'une possible colonisation sourde de l'Extrême-Orient russe. Ces scénarios sont surtout évoqués par des responsables et des médias régionaux, naturellement plus mobilisés sur cet enjeu. Le flou des chiffres n'arrange rien. Ainsi, Pékin estime que quelques centaines de Chinois vivent de façon permanente en Russie et, tout en rappelant qu'un plus grand nombre de Russes séjournent de façon permanente en Chine que de Chinois en Russie, invite à ne pas confondre ces personnes avec celles qui ne « font que passer » sur le territoire russe pour quelque opération commerciale ou pour tourisme. De son côté, Moscou affirme que 35 000 Chinois sont installés en Russie ; des sources non officielles russes jugent plus réaliste un chiffre de 240 000 et d'autres (peu crédibles) parlent de plusieurs millions. Ces disparités et imprécisions traduisent l'existence d'un problème d'immigration illégale que le Kremlin s'attache à traiter en coopération avec Pékin. Par surcroît, Moscou identifie un autre « défi... pour les intérêts russes », à savoir « le fossé croissant entre les potentiels économiques de la Chine du Nord-Est et l'Extrême-Orient russe » (14).

La Russie s'applique toutefois à relativiser ces dangers, pensant qu'elle peut les canaliser en multipliant les coopérations étroites avec les autorités chinoises. En témoigne la signature, en 2009, du plan de coopération régionale Chine du Nord-Est/Extrême-Orient russe que nous avons déjà évoqué. Ce plan a été partiellement motivé par la difficulté de Moscou (accentuée par la crise) à financer des projets d'envergure dans la partie orientale de son territoire. Mais il vise également à rendre les initiatives de la RPC dans cette région aussi contrôlables et profitables que possible. Il s'agit, notamment, d'orienter les investissements chinois de façon à endiguer la désindustrialisation de l'Extrême-Orient russe. Plus globalement, le

Kremlin est convaincu que fermer l'Extrême-Orient et la Sibérie à la Chine et à d'autres partenaires étrangers (Corée, Japon, pays d'Asie du Sud-Est) reviendrait à les condamner à terme, voire à les perdre en les rendant plus vulnérables aux appétits territoriaux d'autres pays de la région, la Chine en premier lieu. En revanche, mettre en concurrence plusieurs pays étrangers dans cette région permet d'espérer qu'aucun d'entre eux « ne parviendra à atteindre l'hégémonie » ; de plus, si les relations avec la Chine devaient se détériorer, la Russie aurait acquis la possibilité de défendre plus efficacement ses zones frontalières puisqu'elle les aura mieux développées (15).

Moscou, on le voit, n'écarte pas complètement la perspective d'une réouverture des problèmes territoriaux avec la Chine, malgré le règlement du litige frontalier en 2008 et l'engagement des deux pays, dans leur traité d'amitié et de bon voisinage, à s'abstenir de toute revendication territoriale mutuelle. Mais comme le rappellent certains experts russes, « l'Histoire sert toujours de point de référence » à Pékin (16). Selon ces mêmes experts, la RPC, quand sa puissance stratégique se sera encore davantage affirmée comme la plupart des spécialistes le prédisent, risque fort de se souvenir qu'au début des années 1960, la Russie l'a privée de son assistance technologique et nucléaire et a interrompu ses approvisionnements pétroliers. En mémoire plus longue, se profile aussi, évidemment, la question des « traités inégaux » du XIXe siècle. D'autres craignent qu'un échec du processus de réforme en Chine que causerait, par exemple, l'accentuation des disparités de développement internes, puisse amener à la tête de la RPC une dictature ultranationaliste susceptible de remettre en cause la politique de bon voisinage avec la Russie (17).

Ces inquiétudes expliquent-elles le net ralentissement, au cours des dernières années, des ventes d'armes à la Chine - un ralentissement que regrette pourtant le Kremlin ? Le ministère russe de la Défense a toujours appelé les autorités politiques à éviter des transferts susceptibles de se retourner contre la Russie en cas de détérioration des relations bilatérales. Ces appels n'avaient pas empêché le dynamique développement des exportations d'armes russes à la RPC dans les années 1990, période où l'adéquation offre-demande était parfaite. La Chine, soucieuse de rééquiper ses forces mais soumise à un embargo des pays occidentaux suite aux événements de la place Tian'anmen en 1989, achetait volontiers des systèmes russes d'ancienne génération ; la Russie y voyait une planche de salut pour son industrie d'armement, alors pratiquement privée de commandes nationales. Aujourd'hui, les demandes de la RPC portent sur des matériels plus sophistiqués et elle souhaite pouvoir produire des armements sous licence ou dans le cadre de projets industriels conjoints. La Russie tergiverse : face à la résistance de la Chine à la crise économique globale, les militaires sont plus soucieux que jamais de s'assurer que le gouvernement prendra les précautions nécessaires pour ne pas renforcer aveuglément le potentiel militaire chinois (même si quelques voix parmi les généraux russes considèrent qu'une alliance avec Pékin est nécessaire pour contrer l'aventurisme militaire américain) ; le Kremlin, quant à lui, ne veut pas offrir à la Chine, jugée peu respectueuse de la propriété intellectuelle, la possibilité de procéder à de nouveaux sauts qualitatifs dans le domaine de la production de biens militaires.

## **LA CHINE HAUSSE LE TON**

La RPC n'hésite pas à exprimer son irritation face à ce qu'elle considère comme des manquements de Moscou à la logique du partenariat stratégique. Elle s'est en particulier agacée des tergiversations de la partie russe quant aux projets énergétiques conjoints. Pas forcément à tort puisque dans la presse russe, des articles ont pu, au début des années 2000, s'interroger sur l'opportunité de soutenir la montée en puissance chinoise en l'alimentant en hydrocarbures. Même après les accords de 2009, la presse chinoise exprime des doutes sur la capacité de Moscou à s'acquitter de ses engagements envers la Chine.

Pékin appelle également le Kremlin à travailler plus activement à l'élaboration d'une meilleure image de la Chine en Russie. Déplorant les nombreux articles et prises de position officielles sur la « menace chinoise », la RPC estime que le partenariat stratégique ne peut qu'en pâtir. De même qu'il ne peut que pâtir du contraste entre le niveau qualitatif des partenariats en matière d'armement que la Russie consent à établir avec l'Inde et sa réticence à engager une nouvelle phase dans la coopération militaro-industrielle avec la Chine...

## **DEUX RIVAUX GEOPOLITIQUES : LA CHINE DANS LE « PRE CARRE » DE LA RUSSIE**

D'aucuns voient dans les ventes d'armes substantielles de Moscou à l'Inde ou au Vietnam - avec lesquels la Russie a signé des programmes de coopération militaro-technique courant jusqu'en 2020 - une clé parmi d'autres dans un jeu d'équilibre russe destiné à compenser, à l'échelle régionale, la montée en puissance de la RPC. Ce souci d'équilibre, déjà clair en Asie orientale, apparaît encore plus nettement en Asie centrale. Dans cette région, Moscou ne se sent plus aussi sûre que par le passé de la force de ses moyens d'influence - minorités russes, liens historiques et économiques... La Chine a considérablement étoffé sa présence économique dans cette zone depuis le début des années 2000 et semble en passe de supplanter la Russie comme premier partenaire commercial des États centre-asiatiques. Face à la force de frappe financière et économique de la Chine, la Russie va-t-elle longtemps pouvoir faire le poids ? Au sein de l'OCS, à l'heure de la crise économique globale, c'est Pékin qui a occupé le terrain en consentant aux membres de l'Organisation des prêts d'un montant de 10 milliards de dollars. La situation est encore plus grave, aux yeux de Moscou, dans le domaine énergétique : la politique de Pékin va directement à l'encontre de la stratégie du Kremlin, déterminé à contrôler le plus possible les hydrocarbures de la zone Caspienne/Asie centrale afin de conforter ses positions face aux clients européens. Le lancement, fin 2009, du gazoduc Turkménistan-Ouzbékistan-Kazakhstan-Chine - qui s'ajoute à l'oléoduc kazakho-chinois (Atasu-Alashankou) et à quelques autres accords de moindre envergure - ne réjouit pas plus la Russie que les tubes Caspienne-Turquie contournant son territoire promus dans les années 1990 par les États-Unis. Au point que certains experts russes estiment que Moscou pourrait être tentée de fomenter des troubles dans le Turkestan oriental pour faire dérailler les accords énergétiques Chine-Asie centrale (18)...

La rivalité sino-russe en Asie centrale, aujourd'hui encore feutrée, pourrait s'envenimer si la Chine, de plus en plus confiante dans ses forces, devenait moins soucieuse de coordonner ses initiatives régionales avec la Russie - ce qu'est censée

faciliter l'OCS. Au sein de cette dernière, les objectifs des deux puissances peinent à converger : tandis que la Russie cherche à maintenir au premier plan les questions de sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme, la Chine - avec délicatesse, certes, mais avec constance - privilégie un agenda de coopération économique, appelant notamment à la mise en place d'une zone de libre-échange. Au grand dam de Moscou qui sait qu'une OCS recentrée sur l'économie favoriserait inévitablement les intérêts de Pékin...

## **EN GUISE DE CONCLUSION : L'IMPROBABLE ALLIANCE ANTI- OCCIDENTALE**

Au-delà des apparences (un front conjoint sino-russe cherchant à fédérer les États soucieux de travailler au déclassement des puissances occidentales), il n'est pas certain que le tandem Chine-Russie constitue une force susceptible d'ébranler sérieusement le poids des Occidentaux, même si Vladimir Poutine estime que ce duo constitue « l'un des éléments les plus cruciaux de la stabilité dans le monde » du fait de la « responsabilité mutuelle » que détiennent les deux États « pour le destin du monde, sa sécurité et son développement progressif » (19).

Les responsables de ces deux pays reconnaissent que leurs ambitions internationales sont loin de toujours converger, ce qui peut nuire à leurs relations de voisinage. Jusqu'ici, ils sont malgré tout parvenus à entretenir des rapports corrects (ce qui ne les empêche pas de s'accuser mutuellement, par voie de presse ou de littérature académique, de duplicité). Reste qu'on est loin d'une véritable alliance politique et militaire. De nombreux obstacles empêchent la matérialisation de cette hypothèse... à laquelle, du reste, ni les Russes ni les Chinois ne tiennent. Les deux pays ont en effet toujours évité d'utiliser le terme d'« alliance » pour caractériser leurs relations et pris le soin d'expliquer que leurs exercices militaires et autres entreprises stratégiques conjointes ne sont dirigés contre aucun État tiers (ce qui ne les empêche pas d'en profiter pour envoyer quelque message, si besoin, aux États-Unis...).

Fondamentalement, vis-à-vis des pays occidentaux, la Chine et la Russie aspirent à une même chose : être respectées et considérées comme des grandes puissances. Mais dans cette démarche, elles ne prennent pas les mêmes chemins. La Russie a bien compris qu'elle n'est pas aussi bien armée que la Chine pour y parvenir, de même qu'elle a bien ressenti que la tonalité du discours de Pékin à l'égard du monde extérieur est en train de changer, de s'affirmer, parce que la Chine est sans doute l'un des pays qui ont le mieux résisté à la crise globale. Si elle recherche sans doute un meilleur ancrage en Asie - ce qui ne serait que logique puisqu'elle perçoit, elle aussi, que « la mondialisation prend de plus en plus un visage asiatique » (20) -, la Russie est loin d'avoir opté pour un virage diplomatique à 180 degrés vers ce continent. Certains signes donnent même le sentiment que Moscou tente de se fonder sur ce déplacement des équilibres mondiaux vers l'Asie pour proposer un nouvel *aggiornamento* à l'Occident.

Ainsi, un récent article de Sergeï Karaganov, spécialiste des relations internationales dont on sait qu'il a l'oreille du Kremlin mais aussi qu'il est une caisse de résonance

de ce dernier, semble placer les uns (l'Occident) et les autres (la Russie) sur un même plan face au constat suivant : « C'est l'Asie qui se trouve être le vrai vainqueur de la guerre froide. » Or, constate-t-il, « confrontée à l'impossibilité d'accéder sur un mode avantageux aux institutions euro-atlantiques » du fait de la politique des Occidentaux (en particulier l'élargissement de l'Otan), « la Russie avance rapidement vers l'alignement avec la Chine - en "petit frère", certes, mais un petit frère respecté » (21). Pékin, il est vrai, dit exactement les mots que veut entendre la Russie. Celle-ci, selon le vice-président chinois, « doit jouer un rôle important dans les affaires internationales et régionales, un rôle qui soit conforme à son statut de grande puissance » (22).

Pour Karaganov, ce mouvement de la Russie vers l'Asie n'est une bonne chose ni pour la Russie - il menace son identité et accroît les risques géostratégiques -, ni pour l'Europe et les États-Unis. Ces derniers, selon lui, ont besoin de la Russie, « qui restera la troisième plus grande puissance dans l'avenir prévisible » et sans laquelle « il est impossible de résoudre les principaux problèmes de sécurité internationale ». Et Karaganov d'envisager la possible accession de son pays à l'Otan...

Le fait même qu'un tel réaménagement géopolitique soit ouvertement évoqué montre que la proximité sino-russe est bien fragile. Dans ce contexte ambigu, il faudrait que les Russes et les Chinois constatent, de façon simultanée, qu'une menace très forte pèse sur leur stabilité - par exemple une nouvelle vague de « révolutions de couleur » en Asie centrale - pour qu'ils envisagent de constituer une véritable alliance de revers « anti-occidentale ». Or une telle hypothèse apparaît peu probable... du moins, pour l'instant.

---

#### Notes :

(1) Voir « L'Occident en débat », Questions internationales, n° 41, janvier-février 2010 ; « Le monde occidental est-il en danger ? », Revue internationale et stratégique, n°75, novembre 2009.

(2) Cité in « EU Welcomes Stronger Russian-Chinese Ties - Barroso », Interfax-AVN, 22 mai 2009.

(3) Interview de Sergeï Razov à la Rossiïskaïa Gazeta, 13 octobre 2009.

(4) La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, dans un discours au Newseum consacré à la liberté d'expression sur Internet le 21 janvier 2010, a invité les entreprises à refuser la censure. Quelques jours plus tôt, Google avait accusé la Chine d'avoir lancé des attaques informatiques contre lui. À la même occasion, Mme Clinton a réclamé aux autorités chinoises une « enquête minutieuse » sur ces attaques visant Google, une initiative peu appréciée par Pékin.

(5) Sur janvier-juillet 2009, - 37,1 % par rapport à la période analogue en 2008.

(6) Vladimir Poutine a inauguré le premier tronçon de l'oléoduc en décembre 2009. L'embranchement vers la Chine devrait, selon Transneft, être posé d'ici à la fin de 2010.

(7) Article de l'ambassadeur russe à Pékin, S. S. Razov, « Pragmatizm vmesto pretenziï i nedoveriia » [Le pragmatisme plutôt que les griefs et la méfiance], Mejdounarodnaïa jizn', n° 11, 2009.

(8) Imaginée en 1996 par le ministre russe des Affaires étrangères d'alors, Evgeniï Primakov, elle a gagné en surface politique sous l'égide de Vladimir Poutine, qui a

institué la pratique des rencontres trilatérales annuelles au niveau des ministres des Affaires étrangères.

(9) Dominic Wilson, Roopa Purushothaman, « Dreaming with BRICs : The Path to 2050 », Global Economic Papers, GS Global Economic Website, n° 99, 1er octobre 2003.

(10) Évoqué pour la première fois par le président Medvedev lors de son voyage à Berlin le 5 juin 2008, le projet russe d'une nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique qui devrait, selon la Russie, reposer sur un nouveau traité dont seraient parties tous les États et toutes les organisations internationales actives concernées, assurerait que la Russie soit mieux intégrée qu'aujourd'hui dans les décisions sur la sécurité euro-atlantique et que ses intérêts soient mieux pris en compte par l'Otan et les pays occidentaux.

(11) « Kitaïskii faktor v novoï strouktoure mejdounarodnykh otnochenii i strategii Rossii » [Le facteur chinois dans la nouvelle structure des relations internationales et la stratégie de la Russie], discussion entre spécialistes et praticiens russes de la Chine, Club Nikitskii, 22 septembre 2004, Moscou.

(12) « Volumes of Russian Arms Exports to China Too Low - Official », Interfax-AVN, 15 mars 2010.

(13) « BRIC : retard de l'économie russe sur les autres pays (Goldman Sachs) », RIA Novosti, 17 mars 2010.

(14) Interview de Sergeï Razov à la Rossiïskaïa Gazeta, 13 octobre 2009.

(15) « Le facteur chinois dans la nouvelle structure des relations internationales et la stratégie de la Russie », op. cit.

(16) Ibid.

(17) Ibid.

(18) Ibid.

(19) Déclaration faite lors de la rencontre interministérielle à Pékin, en octobre 2009.

(20) Dmitri Kossyrev, « Il est temps d'apprendre le chinois », RIA Novosti, 23 mars 2010.

(21) « Russia and Europe Need to Move Closer », The Guardian, 27 décembre 2009.

(22) Xi Jinping, cité in « Monde multipolaire : Pékin réaffirme son soutien à la Russie », RIA Novosti, 23 mars 2010.